

LES ALGÉRIENS DÉPENSERONT PLUS DE 30 MILLIARDS DE DINARS, SELON L'UGCAA

Combien coûtera l'Aïd ?

Selon les prévisions de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), la moyenne des dépenses des Algériens dans l'achat des vêtements des fêtes de l'Aïd va osciller entre 30 à 40 milliards de dinars.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Après les dépenses du mois de Ramadhan, les Algériens devront faire face aux dépenses des fêtes de l'Aïd. Ainsi, après le rush vers les marchés des fruits et légumes, c'est au tour des magasins de prêts-à-porter d'être pris d'assaut.

L'engouement des ménagères pour ces magasins a, d'ailleurs déjà commencé, en particulier les magasins pour enfants.

Selon l'Union générale des commerçants et artisans algé-

riens (UGCAA), les Algériens vont dépenser en moyenne 30 à 40 milliards de dinars dans l'achat des vêtements de l'Aïd, soit une hausse de près de 10% par rapport à l'année dernière où les estimations de l'UGCAA étaient de 15 à 20 milliards de dinars.

El Hadj-Tahar Boulénouar, porte-parole de l'UGCAA, a indiqué que «les dépenses des familles vont augmenter cette année car les prix des vêtements ont connu une hausse par rapport à l'année dernière, sachant que 70 % à 80% des



Les magasins pour enfants sont pris d'assaut.

vêtements proposés sont issus de l'importation en particulier de la Turquie». La production algé-

rienne, souligne-t-il, ne représente que 30%. Selon M. Boulénouar la contrefaçon a,

cependant, touché plusieurs marques. Ainsi, dit-il, 50% de grandes marques disponibles sur le marché sont contrefaites.

Par ailleurs, le porte-feuille des Algériens sera de plus en plus vidé. En effet, la rentrée scolaire représentera une dépense de l'ordre de 60 milliards de dinars, selon les chiffres de l'UGCAA. Ainsi, les dépenses des fêtes de l'Aïd et de la rentrée scolaire seront d'une moyenne de 100 milliards de dinars. M. Boulénouar a expliqué que ces chiffres ont été établis en coordination avec les commerçants de détails, de gros et des distributeurs, lesquels, dit-il, étaient en mesure de fournir des données sur leurs clientèles.

S. A.

VÊTEMENTS DE L'AÏD

En attendant le grand rush

A dix jours de l'Aïd El Fitr, l'affluence dans les magasins d'habillement se fait toujours attendre. Hier à Belouizdad à Alger, les échoppes de vêtements et chaussures comptaient très peu de clients. Est-ce les températures élevées qui empêchent les gens de sortir ou est-ce les parents qui attendent les derniers jours de Ramadhan pour habiller leur enfant pour l'Aïd ? Pas du tout, analysent certains commerçants qui affirment que beaucoup de familles ont anticipé les choses et se sont approvisionnées bien avant le mois de Ramadhan.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Contrairement aux années précédentes, les magasins de vêtements et de chaussures semblent cette année désertés. Sauf quelques clients qui déambulent et le plus souvent quittent le magasin les mains vides.

«Depuis l'élimination du marché informel à Belouizdad, le rythme a radicalement changé dans le quartier. Il y a moins de monde que les années précédentes», fait remarquer un jeune vendeur du quartier. Pour lui, les longues journées caniculaires de jeûne y ont également contribué. D'ailleurs, poursuit-il, «cette

année, je ne compte pas du tout ouvrir le soir durant les derniers jours du Ramadhan».

Même son de cloche chez ce vendeur de chaussures, rue Mohamed Bouguerfa. «L'affluence a largement diminué par rapport aux dernières années», dit-il.

Rencontrée dans un magasin de prêt-à-porter pour enfants, Radia, mère de famille, affirme qu'elle s'est débarrassée de la corvée des achats de vêtements pour l'Aïd. «J'ai acheté les tenues pour mes deux filles bien avant le mois de Ramadhan. Il ne reste que le petit âgé d'un an qui ne nécessite pas de grandes

dépenses même s'il est difficile de trouver de la bonne qualité», dit-elle.

Enceinte et toute essoufflée, une autre cliente vient de rentrer dans le magasin. Attendri, le vendeur lui cède son tabouret et l'invite à s'asseoir. «Je ne suis pas sortie depuis le début de Ramadhan. J'ai acheté les vêtements de l'Aïd pour mes deux enfants avant l'arrivée de ce mois», précise-t-elle. Et de poursuivre : «Il ne reste qu'un pantalon pour mon fils de 7 ans qui ne cesse de me harceler et j'ai dû sortir sous cette chaleur de plomb».

Plus loin, dans une boutique d'habillements pour bébé, Souad, elle aussi, a anticipé en effectuant ses achats bien avant le Ramadhan.

«J'ai tout acheté pour mes trois enfants avant le mois de jeûne. Aujourd'hui, il ne me reste que quelques accessoires», dit-elle.

Toutefois, cette mère de famille n'a pas manqué de souligner les prix des vêtements et chaussures pour enfants qui ont grimpé dès la

première semaine du Ramadhan.

«Les commerçants profitent au maximum durant ce mois. Quelques semaines avant, j'ai trouvé une paire de sandales pour nourrissons à 1 200 dinars. Un prix qui est passé à 2 200 dinars au bout de la première semaine du mois de jeûne», dit-elle.

Une flambée de prix que confirme une autre maman. «Les vêtements pour enfants sont chers et leurs prix ont encore augmenté depuis le début du Ramadhan», témoigne-t-elle.

Une paire de chaussures, un pantalon et une chemise pour son fils de 5 ans lui ont coûté plus de 4 000 dinars. Mais que «ne ferai-je pas pour faire plaisir à mon petit Wassim ?», dit-elle.

La magie de l'Aïd demeurera certainement intacte. La volonté de toujours faire plaisir aux enfants poussera ainsi, certains retardataires à se ruer sur les boutiques de vêtements et de chaussures, les derniers jours du mois de Ramadhan.

R. N.

ARGENT DE LA ZAKAT

Ghلامallah pas «regardant» sur la provenance

Le département des affaires religieuses n'est pas censé savoir d'où provient l'argent de la Zakat. C'est ce qu'a indiqué hier le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Bouabdallah Ghلامallah, lors d'un point de presse tenu en marge de l'ouverture du Prix international de récitation du Saint Coran.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Intervenant en marge de l'ouverture du Prix international de récitation du Saint Coran, le ministre des Affaires religieuses a évoqué certains sujets d'actualité, notamment la saison du Hadj 2013.

A ce propos, il dira que le quota de l'Algérie pour la saison du Hadj 2013 a été revu à la baisse par l'Arabie Saoudite pour atteindre 27 800 comparativement à 2012 où il était de 36 000 visas.

«Les quotas des pèlerins de chaque pays musulman ont baissé de 20%», a-t-il

précisé, soulignant qu'«ainsi, l'Algérie a vu son quota baisser de 7 200 pèlerins sur un total de 36 000 hadjis, et a atteint cette année 28 800 pèlerins tirés au sort ou ayant obtenu des passeports supplémentaires». Selon lui, cette décision fait suite à une mesure prise par le gouvernement saoudien.

A une question sur le déroulement des prières au niveau des mosquées en ce mois sacré de Ramadhan, M. Ghلامallah a dit n'avoir pris connaissance «d'aucun dépassement», soulignant que les mosquées «accomplissent leurs devoirs normalement lors des heures des prières notamment des prières surrogatoires, grâce à l'action des comités des mosquées».

Concernant les informations rapportées par des médias nationaux sur «l'expulsion de certains fidèles qui dormaient dans les mosquées durant les heures du jeûne», le ministre a répondu qu'«on ne peut le faire lorsqu'il s'agit d'un ou de deux fidèles, mais lorsqu'il s'agit d'un phénomène d'envergure, cela devient inacceptable». Le ministre a, par ailleurs, indiqué qu'il refusait d'interférer

dans les affaires de la mosquée et d'influencer les douroûs et prêches des imams. Sur ce point précis, M. Ghلامallah a précisé que le ministère «n'exerce pas de contrôle sur les mosquées».

Concernant le contrôle des fetwas présentées sur les chaînes satellitaires privées, M. Ghلامallah a indiqué : «Si moi je n'exerce pas de contrôle sur les mosquées, alors comment pourrai-je le faire sur les chaînes satellitaires ?» Il a appelé les enseignants du fiqh qui collaborent avec les chaînes publiques à «ne pas diffuser des idées prônant la division dans la société et qui portent atteinte à l'unité nationale et à la religion». «Il y a en Algérie des oulémas fidèles à leur pays et à leur religion pouvant servir de références pour corriger les erreurs colportées sur les chaînes satellitaires et les journaux», a-t-il ajouté.

Le ministre des Affaires religieuses a fait savoir que l'Algérie disposait de compétences scientifiques permettant de faire face aux chaînes satellitaires arabes et de répondre aux interrogations du citoyen.

A. B.

45% DES INTERVENTIONS CONCERNENT SON NON-RESPECT L'hygiène des produits commercialisés fait gravement défaut

La moitié des infractions constatées en matière de conformité relèvent du défaut d'hygiène. Au premier semestre de l'année en cours, 45% des interventions ont concerné le non-respect des règles élémentaires de l'hygiène. Un constat qui n'inquiète nullement le ministre du Commerce pour qui le risque zéro n'existe pas.

Sur l'ensemble des interventions relatives à la conformité, effectuées à travers le territoire national par les services du ministère du Commerce, pas moins de 12 518 ont concerné le non-respect des règles élémentaires d'hygiène qu'il s'agisse du processus de fabrication ou de distribution. A qui la faute ? A des commerçants qui n'ont pour seul souci que le gain facile ? Mais le consommateur n'y est pas pour rien, de l'avis du ministre du Commerce.

Commentant hier ce bilan présenté par son département, Benbada a assuré que le risque zéro ne pouvait exister et que le consommateur devrait à travers sa vigilance éviter les pièges qui sont tenus par les commerçants. Et ils sont nombreux à tricher.

Au premier semestre de l'année en cours, 3 289 cas de tricherie ont été recensés, sans compter les cas de non-respect d'obligation d'innocuité des denrées ou ceux liées à la commercialisation de produits falsifiés, corrompus ou dangereux.

Les différents services du ministère du Commerce ont prélevé 6 891 échantillons à analyser en laboratoire auxquels s'ajoutent les 19 072 effectués sur place grâce aux valisettes dont sont équipés les contrôleurs.

Des contrôles qui ne sont pas les bienvenus puisque 8 092 d'entre eux s'y sont opposés. Beaucoup craignent d'être contrôlés au niveau des factures qu'ils sont souvent incapables de fournir.

Pour le seul premier trimestre de l'année en cours, le chiffres d'affaires dissimulés par ces commerçants est estimé à 27,76 milliards de dinars, soit une hausse de 46% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le ministre du Commerce affirmait hier que son département réfléchissait à une stratégie pouvant amener les grossistes notamment à la légalité en révisant la fiscalité et certaines nomenclatures.

En attendant, 7 010 commerçants ont été inscrits au registre des fraudeurs pour diverses infractions, notamment des importateurs. Leur inscription à ce registre les prive d'ouvrir des lignes de crédit et aboutit à la désactivation de leur carte fiscale ce qui les met en dehors du circuit commercial.

Le danger vient également des frontières où pas moins de 4 000 conteneurs contenant 59 197 tonnes de marchandises ont été bloqués au niveau des frontières, soit une évolution de 36 %.

Le blocage est dû dans 80% de ces cas à un défaut d'étiquetage.

Nawal Imès